ASSEMBLÉE NATIONALE

17 mai 2018

LOGEMENT AMÉNAGEMENT ET NUMÉRIQUE - (N° 846)

Adopté

SOUS-AMENDEMENT

N ° CE2837

présenté par
Mme Dubos, rapporteure
à l'amendement n° CE|1933 de M. Démoulin

ARTICLE 43

Supprimer l'alinéa 4.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les personnes accueillies dans les centres d'hébergement dans le cadre de l'article L. 345-2-2 du CASF peuvent conserver leurs documents personnels, comme le précise la charte des droits et libertés élaborée en vertu de l'article D. 345-11 du CASF. La création d'un service numérique obligatoire n'est donc pas nécessaire.